

## Communiqués internationaux du PS (1971-1983)

1971

Communiqué du 21/07/1971 sur le Soudan

Manque

Communiqué du 28/07/1971 sur la Jordanie

Manque

1972

Communiqué du 21/03/1972 sur la CEE

En ce qui concerne la réponse à apporter au référendum du 23 avril, le Bureau exécutif du Parti Socialiste s'est prononcé unanimement sur la proposition qu'il fera à la Convention nationale convoquée pour dimanche prochain 26 mars.

Le Parti Socialiste informera, dès demain mercredi, les autres formations de gauche du contenu de cette proposition, dans l'intention de réunir dans un vote commun l'ensemble de la Gauche. Et tous les responsables, quel que soit le courant, sont à ce point unanimes qu'ils changent un peu le dispositif que nous avons prévu au secrétariat, qui était un Comité directeur pour le 25 et une convention, seulement quand on aurait connu l'énoncé de la question, c'est-à-dire une Convention nationale le 8 avril. Unanimement, nous supprimons la réunion du Comité directeur et nous décidons la convocation de cette Convention nationale pour ce dimanche.

Communiqué du 05/11/1973 sur le Chili

Quatre militants socialistes, Fred Taberna, Jorge Sampson, Juan Antonio Ruz et Rodolfo Fuenzalida, ont été fusillés récemment par les fascistes du Chili. Ces assassinats, qui s'ajoutent à des centaines d'autres, manifestent clairement qu'un recours illimité à la terreur de masse constitue pour la dictature fasciste des militaires chiliens le seul moyen d'assurer la survie de son régime.

Tous les Socialistes, tous les Démocrates doivent savoir que le temps qui passe ne fait que rendre plus tragique la situation des travailleurs et des militants chiliens, plus pressante la nécessité de les soutenir.

Le Parti Socialiste se félicite qu'en dépit des prises de position politique du Gouvernement français à l'égard de la Junte militaire, l'Ambassade de France à Santiago ait contribué à sauver la vie d'un certain nombre de chiliens et d'étrangers pourchassés.

Le dimanche 4 novembre, un certain nombre de réfugiés qui avaient trouvé asile dans notre Ambassade sont arrivés à Orly. Malheureusement, la police française leur avait préparé un accueil inadmissible, les empêchant de prendre contact avec les parents et les amis qui les y attendaient.

Le Parti Socialiste proteste contre ces agissements. Il exige que l'accueil de ces réfugiés se fasse dans des conditions compatibles avec les traditions démocratiques de notre peuple.

Au cours de sa réunion du 7 novembre, le Bureau Exécutif a reçu le camarade Tetelboim, Secrétaire Général Adjoint du P.C. Chilien qui venait d'avoir un entretien avec François Mitterrand. Dans son allocution, a confirmé sa reconnaissance au Parti Socialiste français et à tous les mouvements qui ont manifesté leur solidarité avec les partis de l'Union populaire du Chili.

Communiqué du 01/08/1974 sur le Chili

Les sentences rendues par la cour martiale de Santiago - quatre condamnations à mort, une soixantaine de très lourdes peines de prison - montrent que le régime de terreur imposé par la junte militaire du peuple chilien ne se relâche en rien.

Le Parti Socialiste en appelle à l'opinion publique internationale, aux travailleurs et à l'ensemble des démocrates de notre pays pour dénoncer le fascisme chilien et sauver ceux qu'il menace. Il demande au gouvernement d'user, de la manière la plus urgente, de moyens de pression dont il dispose pour empêcher l'exécution de Carlos LAZO, Ernesto GALAZ, Raoul VERGARA et Belarmino CONSTANZO.

### Communiqué du 10/06/1979 sur la France

Près d'un Français sur deux ne s'est pas prononcé sur l'Europe. Ce manque d'intérêt est grave. Faut-il s'en étonner quand le pouvoir et ses médias ont tout fait pour discréditer le débat et les partis ? Faut-il s'en étonner quand cette Europe est si loin des peuples, de leurs soucis, de leurs aspirations ?

Premier Parti de France face à la coalition hétéroclite des droites, à la liste gouvernementale qui réunit sensiblement moins de voix que n'en avait recueilli le Président de la République en 1974, dès lors que la politique de division des dirigeants communistes n'a pas payé, le Parti Socialiste est plus que jamais, la grande force capable de rassembler, d'unir et de conduire la lutte pour le changement en France et avec tous les travailleurs en Europe.

### Communiqué du 24/06/1979 sur l'Europe

L'ÉLECTIONS EUROPÉENNE : LA CRISE EN FRANCE

Le Parti socialiste a confirmé ses positions, poursuivant même sa progression [p3] dans de nombreuses régions d'implantation récente. Il est vrai qu'une partie de notre électorat populaire est restée sur la réserve et n'a pas participé au scrutin. Cela veut dire qu'un effort, plus important que dans le passé, doit être accompli pour que la construction d'une Europe différente, celle des travailleurs, soit comprise comme un objectif essentiel dans le combat général des socialistes.

L'existence d'une assemblée élue au suffrage universel direct nous aidera dans cette voie: elle doit permettre de donner une tribune pour de grandes campagnes entraînant l'ensemble des travailleurs des pays du Marché commun vers des revendications sociales communes, telles que la diminution du temps de travail et notamment les 35 heures par semaine, les droits des femmes, la lutte pour l'emploi, l'égalisation par le haut des régimes de retraite, de sécurité sociale, de sécurité du travail, la formation permanente. La Convention donne mandat aux députés socialistes français à cette assemblée pour prendre toutes initiatives en ce sens.

La situation politique, économique et sociale de la France reste dominée par l'aggravation de la crise. Le cap des deux millions de chômeurs risque d'être franchi, l'inflation repart, des pans entiers de notre industrie sont en péril, tandis que se poursuit la privatisation d'activités essentielles du secteur public. En fait, notre pays est de plus en plus engagé dans la division internationale du travail que lui impose le capitalisme multinational.

L'évolution de la crise conduit aussi le pouvoir à durcir son attitude. En même temps qu'il s'efforce d'anesthésier le corps social par un discours rassurant, le système giscardien incline désormais vers des solutions de type autoritaire: contrôle de plus en plus étroit de l'information, manipulation du droit, lois répressives, expulsion des travailleurs étrangers.

Face à cette situation, il n'est pas d'autre voie que l'action. Action pour l'emploi et la sauvegarde du secteur public, action pour la défense intransigeante des libertés et des droits de l'homme, en tous lieux et en toutes circonstances, action pour un nouvel ordre international.

L'unité réelle du Parti se forge dans l'action. Par le renforcement des fédérations et des sections, par l'élargissement de leur influence sociale, les socialistes créeront les conditions d'une véritable union des forces populaires et offriront une issue à la crise autre que celle proposée par "la société libérale avancée".

La Convention nationale approuve la méthode et le calendrier proposés pour l'élaboration du projet socialiste qui sera définitivement adopté par une Convention extraordinaire réunie les 15 et 16 décembre 1979.

Voté à l'unanimité, moins quatre refus de vote (Alpes-Maritimes, Loiret, Finistère et Morbihan).

### Communiqué du 24/06/1979 sur la France

Les expulsions d'immigrés

Depuis plus de 3 ans, le gouvernement Barre-Stoléru et la direction de la Sonacotra refusent toute négociation globale avec les représentants des résidents. La seule réponse du pouvoir aux revendications légitimes des travailleurs immigrés, c'est l'intervention des C.R.S.

De plus, les forces de répression ont refusé de laisser pénétrer dans le foyer les représentants élus de la population et notamment la délégation socialiste. Le Parti socialiste tant sur le plan départemental que national, apporte son soutien total à la lutte des résidents des foyers Sonacotra à travers le pays.

Le Parti socialiste appelle la population à soutenir l'action des travailleurs immigrés pour :

- l'arrêt immédiat des expulsions;
- la réintégration au foyer Sonacotra de tous les résidents et la restitution de tous leurs effets personnels ;
- une véritable négociation entre les représentants du gouvernement et les représentants mandatés des travailleurs des foyers ;
- le rejet des lois scélérates Bonnet et Stoléro.

Une riposte massive est nécessaire face à la politique du gouvernement. Le Parti socialiste, défenseur intransigeant des libertés y prendra toute sa part.

Voté à l'unanimité

### Communiqué du 24/06/1979 sur l'Asie

#### L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS D'ASIE

- Demande de mise en place d'un pont aérien;
- Création de centres d'accueil en France;
- Demande d'inscription prioritaire de ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale;
- Examen du problème au niveau de l'Assemblée européenne.

La Convention nationale du Parti socialiste, réunie le 24 juin 1979 à Paris, parce que la France est le pays des Droits de l'Homme, au delà de toute considération politique et idéologique et parce que le Parti socialiste entend assumer pleinement cet héritage, décide en outre:

- l'envoi d'une mission d'étude en- Malaisie;
  - l'accueil par les municipalités socialistes de 20000 réfugiés dans le cadre de la politique d'accueil de la France.
- Elle demande à l'État de faire son devoir pour assurer le transport des réfugiés et faciliter leur accueil sur le territoire national ainsi que leur insertion sociale.

Voté à l'unanimité.

### Communiqué du 10/07/1979 sur l'Asie

L'avion affrété par l'association « SOLIDARITE INTERNATIONALE » présidée par François MITTERRAND arrivera à Roissy ce soir 10 juillet vers 21 Heures.

### Communiqué du 11/07/1979 sur l'Asie

Le Parti Socialiste se réjouit de l'arrivée à Paris des 180 réfugiés à bord de l'avion affrété par l'association « SOLIDARITE INTERNATIONALE » présidée par François MITTERRAND. Les municipalités socialistes accueilleront les réfugiés dans les jours à venir.

### Communiqué du 25/09/1979 sur la République centrafricaine

Le rapport accablant de la Commission de Constatation constitué par les chefs d'Etat africains, a enfin contraint le Gouvernement français à reconnaître ce que tout le monde savait depuis de longues années : que la Centrafrique était soumise à l'arbitraire d'un tyran sanguinaire. A l'heure où même M. GALLET qui, il y a quelques semaines encore, osait parler des "pseudo-événements" de Bangui, qualifie la destitution de BOKASSA d'évènement extraordinairement heureux". Le Parti Socialiste entend rappeler, une fois de plus, que le régime de BOKASSA a dû sa survie au constant soutien financier et politique de ceux qui nous gouvernent, et, au premier chef, de Valéry GISCARD D'ESTAING.

En refusant à celui qui, étonnamment restait le citoyen français Jean-Bedel BOKASSA l'entrée sur notre territoire, le pouvoir tient à éviter que des poursuites judiciaires pour crime contre l'humanité révèlent les dessous du drame centrafricain. Le Parti Socialiste demande qu'un procès public, mené dans les formes légales, permette d'établir toutes les responsabilités, les complicités et les complaisances. Il exige du Gouvernement français qu'il laisse dans les plus brefs délais le peuple centrafricain décider librement de son sort.

## Communiqué du 16/10/1979 sur la Corée du Sud

Le Parti Socialiste condamne l'intensification de la répression en Corée du Sud. Permanentes depuis 1972, les atteintes aux droits de l'Homme du gouvernement du Président PARK se sont accentuées ces derniers temps : attaque des locaux du Nouveau Parti Démocrate, faisant un mort et plusieurs dizaines de blessés au mois d'août, répression des mouvements ouvriers et chrétiens. Le 6 octobre dernier, M. KIM YOUG-SAM, leader du N.P.D.P. (principal parti d'opposition) a été expulsé du Parlement pour "activité antinationale". Quant à M. KIM DAE-JUNG, l'ancien leader du N.P.D., kidnappé à Tokyo par la C.I.A. Sud-Coréenne en 1973, il est toujours assigné à résidence surveillée depuis cette date. A la suite de ces événements, tous les Députés de l'opposition ont démissionné.

## Communiqué du 19/11/1979 sur le Portugal

### LES PORTUGAIS EN FRANCE

Dans une ambiance de fête populaire, 1 500 personnes ont acclamé les candidats et responsables du Parti Socialiste Portugais, Joao LIMA, député sortant qui représente les Portugais d'Europe au Parlement, M. VILLASA, Secrétaire Fédéral du Parti Socialiste Portugais en France.

Le Parti Socialiste français avait tenu, par la présence de Lionel JOSPIN, Secrétaire National aux Relations Internationales, Paulette NEVOIJX, Première Secrétaire Fédérale du Val de Marne et Serge DELAPORTE, Maire de Villiers-sur-Marne, à apporter son soutien à la lutte pour la victoire électorale du P.S.P.

Lionel JOSPIN a rappelé l'accord de principe des Socialistes Français pour l'entrée du Portugal dans la C.E.E. et a exprimé leur solidarité avec les travailleurs immigrés luttant pour obtenir des conditions de logement et de travail décentes, la reconnaissance de leurs droits et le respect de leur dignité.

## Communiqué du 27/03/1980 sur la Tunisie

Le Parti Socialiste manifeste sa vive inquiétude devant la lourdeur du verdict qui frappe les inculpés du procès de Gafsa. Son application ajouterait à l'enchaînement des faits conduisant à de nouvelles et douloureuses épreuves pour le peuple tunisien.

## Communiqué du 06/05/1980 sur Israël

Sur l'invitation du Parti Travailleiste Israélien, une délégation de Parlementaires Socialistes français, conduite par Monsieur Jean POPEREN, se rendra en Israël du 11 au 17 mai pour y rencontrer des Personnalités du Parti Travailleiste, ainsi que des représentants du gouvernement. Elle effectuera également des déplacements dans les zones de Cisjordanie et de Gaza.

## Communiqué du 26/09/1980 sur la France

Le parti socialiste, indigné des nouveaux attentats commis contre des crèches, des écoles et des lieux de cultes israélites, exprime sa sympathie aux victimes du fascisme et de l'antisémitisme. Il dénonce la mollesse du gouvernement. En effet, ces attentats font suite à bien d'autres dont certains ayant entraîné mort d'hommes. Aucune des enquêtes n'a abouti sur ces crimes. Le parti socialiste considère qu'il est urgent que soit organisée la riposte de tous les démocrates, de tous ceux qui luttent contre le racisme et l'antisémitisme pour mettre fin aux agissements de groupuscules fascistes et pour exiger du gouvernement qu'il fasse son devoir.

## Communiqué du 02/10/1980 sur l' Afghanistan

Le Parti Socialiste proteste énergiquement contre l'arrestation à Kandahar, en Afghanistan, de deux journalistes français : François Missen et Antoine Darnaud, et exige leur libération immédiate.

## Communiqué du 23/02/1981 sur le Sahara Occidental

### LE PS REÇOIT LE FRONT POLISARIO

Cette rencontre a eu lieu à quelques jours de la célébration du 5ème anniversaire de la RASD où le PS envoie une délégation.

Les représentants du Front Polisario ont présenté un exposé sur la situation qui prévaut actuellement dans la région. Ils ont également rappelé, à l'occasion de cet anniversaire d'importance internationale, leur volonté de discuter avec tout interlocuteur soucieux de faire revenir la paix dans la région.

Au nom du PS, Véronique Neiertz a rappelé les positions socialistes sur le Sahara Occidental et marqué l'inquiétude qu'éveillent les livraisons d'armes françaises au Maroc qui ne servent pas la cause de la paix dans cette partie de l'Afrique.

### Communiqué du 06/08/1981 sur le Sahara Occidental

LE FRONT POLISARIO REÇU AU SIEGE DU P.S.

Comme lors des rencontres précédentes, la discussion a été marquée par le souci de contribuer conjointement à établir la paix au Sahara Occidental dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle a porté sur l'examen de l'évolution de la situation et sur les possibilités actuelles de parvenir à une solution pacifique. La paix ne peut être en effet trouvée que par l'expression authentique de la volonté du peuple sahraoui, c'est-à-dire par son autodétermination. Certes, les déclarations du Roi du Maroc sur l'organisation d'un référendum marquent une évolution positive par rapport à ses positions antérieures ; mais les atermoiements ultérieurs et le manque de précisions quant aux modalités d'organisation de ce référendum sont préoccupants.

Le Parti Socialiste a fait part au Front Polisario de sa volonté de veiller à ce que le droit du peuple sahraoui à choisir son destin en dehors de toute ingérence puisse enfin s'exprimer de la façon la plus claire.

### Communiqué du 18/12/1981 sur la Pologne

Le PS a pris connaissance de la déclaration de l'Internationale Socialiste diffusée sous la signature du Président et du Secrétaire, au sujet des événements de Pologne. Le Parti Socialiste tient à souligner que celle-ci n'engage pas dans son ensemble l'IS car il n'a été réuni aucune instance pour en débattre. En tout état de cause, son contenu peut recevoir l'assentiment du Parti Socialiste français, compte-tenu des positions prises par ce dernier quant à une solidarité active avec le peuple polonais.

### Communiqué du 22/04/1982 sur la Hongrie

A l'invitation du PARTI SOCIALISTE OUVRIER HONGROIS, une délégation du Parti Socialiste français se rendra en Hongrie du 26 au 29 Avril 1982, conduite par Lionel JOSPIN, Premier Secrétaire qui sera accompagné de Jacques HUNTZINGER, Secrétaire National aux Relations Internationales, Paul QUILES, Secrétaire National à l'Organisation-Fédérations-Contentieux, Anne TREGOUET, Secrétaire Nationale Adjointe aux Entreprises, Jean-Pierre WEBEN, membre du Bureau Exécutif et du Comité Directeur et René GIRAULT, Responsable du Secteur Pays de l'Est.

### Communiqué du 09/06/1982 sur Divers

La presse s'est fait l'écho d'une correspondance échangée entre le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste au sujet du Séminaire organisé par l'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherche (ISER) du 6 au 9 juin 1982: « Emancipations Nationales et Nouvel Internationalisme ».

Paris, le 2 juin 1982 à Monsieur Paul LAURENT Secrétariat du Parti Communiste Français

« Chers Camarades,

Nous avons appris par la presse, à l'occasion de la rencontre PCF—PCI, que vous souhaitiez participer au séminaire annuel de l'ISER qui se tient la semaine prochaine à Bougival sur le thème « Emancipations Nationales et Nouvel Internationalisme ».

Il ne vous échappe pas que, sur plusieurs des points qui seront débattus entre ceux qui ont participé depuis des semaines à la préparation de ce séminaire, les divergences entre nos deux partis ont été jusqu'ici réelles et profondes. Citons pour l'exemple : l'impérialisme, l'expansionnisme, la renaissance du mouvement d'émancipation nationale dans les pays de l'Est, etc. Dans ces conditions et étant donné la nature des travaux qui, à partir de convergences constatées, visent dans le domaine théorique et politique à les mieux fonder, nous avons estimé qu'il était préférable d'aborder nos points de désaccords dans les discussions bilatérales entre nos deux partis.

C'était, semble-t-il, aussi votre point de vue puisque vous n'aviez pas souhaité participer à nos précédents séminaires et vous ne nous aviez pas invités aux débats du même type que vous organisiez.

Changer d'attitude en ce qui concerne notre participation réciproque à des débats publics organisés par l'un ou l'autre de nos deux partis peut se concevoir, encore faudrait-il que nous en discutions au préalable.

La séance de clôture de ce séminaire (à l'Assemblée Nationale le 9 juin à 10 heures) étant, elle, ouverte à l'ensemble des leaders des différents partis et mouvements concernés ainsi qu'à de nombreuses personnalités qui pourront brièvement intervenir — une dizaine de minutes — il va de soi que nous serions heureux d'accueillir un représentant de la Direction du Parti Communiste Français et un de l'IRM.

Croyez en mes meilleures amitiés.

### Communiqué du 06/08/1982 sur le Liban

Par suite de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, les atrocités de la guerre s'abattent sur Beyrouth, faisant payer un terrible tribut à la population civile.

Dans l'immédiat, il faut que soient respectées les décisions des Nations-Unies.

Le Parti Socialiste exprime, de façon pressante, le vœu que le gouvernement israélien respecte le cessez le feu et se saisisse sans plus de tergiversations des ouvertures qui ont été faites pour la recherche d'une solution politique. Il estime que cette solution ne peut résulter que d'un processus diplomatique, comme le reconnaît la dernière déclaration du Parti Travailleuse Israélien, et devrait s'appuyer sur la proposition de résolution franco-égyptienne au Conseil de Sécurité, impliquant l'évacuation du Liban par toutes les troupes étrangères.

Cette étape ouvrirait la voie à des réponses d'ensemble aux problèmes du Proche-Orient, pour lesquels le Parti Socialiste ne peut, dans les tragiques circonstances actuelles, que répéter ce qu'il a toujours dit : il ne peut y avoir de paix que si sont garantis le droit à la sécurité de l'Etat d'Israël et le droit à l'existence d'un Etat Palestinien.

### Communiqué du 11/10/1982 sur la Pologne

Solidarité avec le peuple polonais

C'est pourquoi le Parti Socialiste a décidé de soutenir la manifestation organisée le 12 octobre 1982 par la CFTD, la FEN, FO, la CFTC et la CGC, et d'inviter ses adhérents et sympathisants à y participer.

11 octobre 1982

### Communiqué du 16/05/1983 sur l'Amérique latine

Jacques Huntzinger, secrétaire national aux relations internationales et Nicole Bourdillat, responsable du secteur Amérique latine du Parti socialiste ont reçu le 16 mai les représentants diplomatiques à Paris des quatre pays représentant le groupe de Contadora.

### Communiqué du 08/06/1983 sur l'Afrique du Sud

Apprenant l'imminence de l'exécution à Pretoria de trois militants de l'ANC, le parti socialiste lance au premier ministre d'Afrique du sud un ultime appel à la clémence.

Cette exécution, si elle devait avoir lieu ne pourrait qu'aggraver les tensions suscitées par le maintien de l'insupportable système d'apartheid et accélérer l'isolement international de ce pays.

Le parti socialiste appelle

A participer à la manifestation

Prévue Mercredi 8 juin à 18h30 Sur l'esplanade des Invalides.

### Communiqué du 11/08/1983 sur le Libye

L'intervention armée massive des Forces Libyennes dans le Nord du Tchad justifie amplement les mesures déjà prises par la France pour contribuer, conformément aux traités qui nous lient à lui, à la sauvegarde de l'Etat tchadien.

Le Parti socialiste estime que les Etats voisins du Tchad, - et plus généralement l'organisation de l'unité Africaine, peuvent offrir le cadre d'une recherche de solution négociée nécessaire au rétablissement de la paix et de l'équilibre dans la région, évitant ainsi qu'elle ne devienne l'enjeu d'une escalade internationale.

## Communiqué du 05/10/1983 sur la Pologne

Le Parti socialiste se réjouit de l'attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa.

Il y voit également l'affirmation solennelle du principe universel de l'indépendance et de la liberté du syndicalisme.